

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 128 (1983)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344551>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Outre le soulagement qu'il apporte aux combattants, un cessez-le-feu, par contrat ou *de facto*, a toujours un effet pratique: celui qui a pris du terrain le conserve, avec le droit, au moins provisoirement reconnu, d'y maintenir sa présence militaire. La trêve est donc le plus souvent à l'avantage de l'assaillant, surtout si elle intervient au moment où l'adversaire est ou paraît à même de reprendre l'initiative sur le plan opératif, stratégique, voire politique. La guerre du Tchad et celle du Liban illustrent différemment ces constatations.

Au Tchad, deux mois de combats, violents mais sporadiques, pour la possession des points forts — et des points d'eau — sur les deux axes descendant du Nord vers N'Djamena ont abouti à une accalmie laissant à l'ex-président rebelle Goukouni Oueddei la domination du tiers septentrional du pays, jusqu'à Faya Largeau et Fada inclus. Cette trêve sur le tas ne satisfait ni Hissène Habré, ni son rival. Livrés à leurs seules forces autochtones, ils pourraient encore s'empoigner interminablement; mais il y a les alliés, qui stimulent et paralysent à la fois. La France a monté en août l'opération *Manta*, d'abord assistance technique, puis dissuasion, trop tard pour empêcher la descente des insurgés du Nord, assez tôt pour

épargner à Hissène Habré une défaite décisive. La dissuasion a joué sans coup férir dès l'instant où Goukouni, et surtout Kadhafi, ont su que toute nouvelle poussée vers le Sud se heurterait, à Salal et devant Abéché, aux paras, à l'infanterie de marine et à la Légion étrangère, et mettrait la France en état de belligérance. Mais le chef du gouvernement de N'Djamena sait, d'autre part, que les Français ne l'aideront pas militairement dans la reconquête du Nord. Dans l'autre camp, c'est la Libye qui tient les rênes, parce qu'elle a fourni à Goukouni les armes, la logistique, les instructeurs, l'appui aérien, peut-être des troupes. Tout habité qu'il est de rêves impérialistes, le colonel Kadhafi a freiné devant l'obstacle français. Certes, avec son avant-garde de Toubous, avec sa brigade internationale islamique, avec le copieux matériel et les bons conseils soviétiques dont il dispose, le chef libyen pourrait attirer les Français dans une usante bataille des sables; mais la partie utile de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque est très vulnérable du côté de la mer, et l'ouverture d'un «second front» méditerranéen ferait courir à la *Jamahiriya* un risque excessif, à moins que l'URSS s'en mêle. Mais l'Eskadra soviétique aurait alors à neutraliser d'abord la VI^e Flotte américaine. Et puis l'intérêt de

Moscou n'est pas que Kadhafi compromette imprudemment la solidité du point d'appui que la Libye représente pour la stratégie soviétique. Aider le colonel à exploiter ses chances en Afrique est une chose; se laisser entraîner par lui, c'en serait une autre.

*
* *

Au Liban, le cessez-le-feu du 26 septembre a résulté d'une médiation américano-séoudienne. Aura-t-il débouché, à l'heure où paraîtront ces lignes, sur une très souhaitable réconciliation nationale? Quoi qu'il en advienne, et quel que soit le rôle futur d'une «Force multinationale d'interposition» à laquelle les adversaires de l'Etat libanais auraient mieux fait de ne pas s'en prendre, rien ne sera encore résolu. Car la guerre du Liban est, depuis quatorze ans, une guerre internationale. En se retirant sur la rive gauche de l'Awali, le 4 septembre, pour des raisons de politique intérieure, les Israéliens ont créé un vide que l'armée libanaise n'était pas encore à même de combler immédiatement et totalement. Cette armée, avec l'appui de quelques obus de la marine américaine, a fait la preuve de sa combativité en défendant dans le Chouf ses positions essentielles, et notamment Souk el Gharb d'où l'adversaire espéra vainement débouler sur Beyrouth.

N'empêche que sont revenus dans la montagne druze, sous la couverture des «socialistes progressistes» de

M. Djoumblatt, les chiites khomeinistes du mouvement Amal et une partie des fedayines loyalistes ou dissidents de l'OLP repliés l'an dernier dans la Bekaa occupée par les Syriens. Formations disparates, mais agissant sous l'égide et avec l'appui matériel et politique de Damas, et dont on ne peut imaginer qu'elles puissent avoir d'autre objectif que de rétablir au Liban la situation privilégiée à partir de laquelle l'offensive, sous une forme ou une autre, pourrait être relancée contre Israël. Que cette offensive puisse reprendre un jour, et l'on verra alors les Israéliens contraints de rentrer dans une guerre dont ils tentent actuellement de se dégager. La seule issue pacifique se trouve dans l'évacuation du territoire libanais par les forces étrangères qui l'occupent. Mais ce n'est pas demain que les Russes et les Arabes s'entendront pour convaincre les Syriens de rentrer chez eux.

*
* *

La guerre irano-irakienne, mal nommée guerre du Golfe, a connu cet été son réveil rituel, localisé cette fois, et c'était nouveau, tout au nord de la frontière, dans les montagnes qui dominent l'axe Tabriz-Mossoul. Limitée comme à l'ordinaire, l'opération lancée par les Iraniens n'aurait guère retenu l'attention si elle ne s'était déroulée en pays kurde, et surtout si elle n'avait représenté une menace pour les champs pétrolifères du nord de l'Irak et pour l'oléoduc qui en part

pour emprunter le territoire turc. Or l'exportation pétrolière, même fortement réduite déjà, est vitale pour l'effort de guerre irakien.

Dans ces conditions, Bagdad devait attendre avec impatience la livraison des cinq *Super-Etendard* commandés en France, et des missiles *Exocet* destinés à les armer, tous moyens propres à rendre aux Iraniens la monnaie de leur pièce par de nouvelles attaques sur le terminal de Kharg et d'autres installations pétrolières de la région du Golfe. Paris a tergiversé, cependant que Téhéran promettait de bloquer le détroit d'Ormouz si l'Irak engageait les *Super-Etendard*. Le même défi avait été lancé il y a un an pour les ayatollahs, sans être suivi d'effet. Disposant des moyens militaires d'arrêter la navigation dans le détroit, les Iraniens, s'ils en usaient, auraient affaire aux Etats du Golfe lésés dans leurs intérêts, ainsi qu'aux Américains, aux Britanniques et aux Français qui maintiennent dans les parages des forces aéronavales précisément destinées à veiller sur la liberté du trafic maritime. Le défi était donc hasardeux en septembre 1982. Pour qu'il le soit moins aujourd'hui, il faudrait que Téhéran fût assuré du concours de l'URSS. Mais rien n'indique que M. Andropov veuille prendre, à l'heure de Khomeiny et non à la sienne, le risque d'un affrontement direct avec les Occidentaux.

*
* *

Au monde qui l'a ressentie comme une brûlure, la tragédie du *Boeing* coréen abattu par la chasse soviétique dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre aura peut-être fait percevoir la réalité de la tension qui règne depuis des années en Extrême-Orient. On ne tient pas encore toute l'explication de l'événement, mais personne ne peut ignorer désormais l'impitoyable intransigeance avec laquelle les Soviétiques appliquent les consignes de sécurité du pouvoir central lorsque le prétexte de l'inviolabilité des frontières peut être invoqué; et l'on aura vu aussi à quel point l'URSS, orfèvre en la matière, est hantée par l'espionnage. A vrai dire, celle-ci a, en Extrême-Orient, tant de bases, de moyens et de mouvements navals, terrestres et aériens à couvrir de secret dans cette zone que sa suspicion s'explique sans se justifier. Outre les forces qui tiennent — facilement — la Chine en respect, outre les défenses de son domaine sibérien, l'Union soviétique tient prêt, entre le Kamtchatka et Vladivostok, tout ce qu'il faut pour pouvoir, cas échéant, forcer ou dominer les sorties de la mer d'Okhotsk et de la mer du Japon, pour déboucher dans le Pacifique.

Washington, et Tokyo à sa suite, en sont bien conscients. De là une vigilance commune que l'affaire du *Boeing* va encore stimuler, un effort accru du Japon pour la défense de l'archipel et de ses passages, une plus grande intégration, à laquelle participe aussi la Corée du Sud, dans le

domaine des exercices opératifs et des manœuvres combinées. Cette évolution n'est pas nouvelle — on la notait ici même en avril dernier — mais elle va sans doute s'accentuer, comme va s'accentuer aussi la présence régulière d'unités américaines, navales et aériennes, sur les bases et dans les ports du Japon et de la Corée du Sud.

*
* *

Rien de tout cela ne fait oublier que l'URSS, avec ses échardes afghane et polonaise, et les Etats-Unis, harcelés

par les taons du «pacifisme» européen, vont vers l'échéance de décembre 1983, qui devrait voir l'installation des premiers *Pershing-2* et missiles de croisière en réplique aux *SS-20*. Mais, on l'a déjà dit, la probabilité d'une négociation substantielle avant cette échéance est infime. En attendant, ceux qui croient à la vertu intrinsèque de la palabre se consoleront avec le «succès» de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe. Pensez donc: on a décidé de convoquer trois autres conférences...

J.-J. C.

Révéler l'évidence est une des marques du prophète.

MALRAUX